

Des évasions en série qui posent question

RD CONGO Des milliers de détenus en fuite alimentent le climat d'insécurité

Les prisons du Congo font-elles l'objet d'une opération « portes ouvertes » ? Le ministre congolais de la Justice, Alexis Tambwe Mwamba, a dû répondre à une motion de défiance déposée par 51 parlementaires nationaux inquiets par la vague d'évasions qui secoue les prisons du pays. Cette fois, c'est à Beni, dans le Nord-Kivu, que, dimanche dernier, 930 détenus sur les 966 que comptait la prison de Kangwayi ont pris le large. Cette évasion massive est la quatrième en moins d'un mois : le 17 mai au soir, une attaque menée contre la prison de Makala à Kinshasa avait permis à 4.000 détenus de s'évader, dont le chef d'une secte politico-mystique active dans le Bas-Congo, Ne Mwanda Nsemi. Deux jours plus tard, à Kasangulu dans le Kongo central (ex-Bas-Congo), 68 prisonniers sur 74 réussissaient à s'échapper tandis qu'à Kinshasa, une dizaine de détenus étaient libérés de force au parquet de Matete (Kinshasa). A Kalemie (Tanganyika), on a également enregistré des évasions massives.

Les députés reprochent au ministre de la Justice d'avoir menti tant sur les responsabilités des autorités que sur le nombre exact des évadés. Ils stigmatisent aussi le refus d'exécuter la loi sur l'amnistie et de mettre en œuvre les mesures dites de décrispation politique, qui passent par la remise en liberté d'un certain nombre de prisonniers d'opinion.

« Filière djihadiste »

Les circonstances dans lesquelles s'est déroulée la dernière cavale massive, celle de Beni, laissent perplexe : d'après un témoin local, c'est quelques heures après le départ pour Kinshasa de l'auditeur militaire, le général Timothée Munkuntu, que tout est allé très vite. La prison a été prise d'assaut, les échanges de tirs avec les policiers ont fait onze morts, dont huit parmi les forces de l'ordre. Or la prison de Beni abritait, outre des combattants Mai Mai (milices congolaises), un nombre important de combat-

tants de confession musulmane et accusés de faire partie d'une filière djihadiste.

Au fil d'un long procès qui s'est déroulé publiquement durant des mois, accusés et témoins avaient révélé peu à peu les fils d'une pénétration menée par des réseaux islamistes et entretenus par le commerce transfrontalier, de l'or entre autres. Ces réseaux bénéficiaient de complicités locales, y compris au plus haut niveau de l'armée gouvernementale, et l'évasion de protagonistes importants empêchera de faire la lumière sur l'étendue de leurs protections.

En outre, selon d'autres témoins joints par téléphone, l'attaque a été de courte durée et le calme est revenu très rapidement dans la ville malgré la fuite de détenus potentiellement dangereux, miliciens Mai Mai ou combattants djihadistes, de nationalité congolaise ou membres des ADF Nalu ougandais.

Gardiens corrompus, sécurité défaillante

En réalité, la plupart de nos interlocuteurs à Beni doutent des explications officielles : ils blâment la vénalité des gardiens, d'autant moins vigilants qu'ils sont mal payés et mal nourris, ils critiquent la faiblesse des dispositifs de sécurité.

Mais surtout, comme beaucoup de Congolais, les ressortissants de Beni avancent la thèse d'une manipulation menée par le pouvoir. Le président Kabila ayant déclaré dans une récente interview que les élections ne pourraient se dérouler dans un pays livré au chaos, beaucoup de ses compatriotes en ont conclu qu'il serait lui-même le bénéficiaire sinon l'organisateur de ce chaos et des violences qui se répandent à travers la République, du Nord-Kivu jusque dans cinq provinces du Kasai et dans l'ex-Katanga. Même si ce soupçon n'était pas fondé, la situation n'en serait pas moins dramatique car la multiplication des foyers de violence signifierait alors que le pouvoir central perd peu à peu le contrôle de ce pays-continent. ■

COLETTE BRAECKMAN